



## **ARRETE MUNICIPAL n° 2023-015-2**

### **portant nomination d'un régisseur de recettes et de mandataires suppléants BIBLIOTHEQUE**

**Le Maire de Grésy- sur- Aix,**

**VU** le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique et notamment l'article 22,

**VU** le décret N° 2006-779 du 3 juillet 2006 portant attribution de la NBI à certains personnels de la fonction publique territoriale,

**VU** le décret n° 20086227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,

**VU** les articles R 1674-1 à R 1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux,

**VU** l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,

**VU** l'arrêté n°76-2007 du 02 mai 2007 instituant une régie de recettes, pour la Bibliothèque Municipale et l'arrêté n°104-2015 portant extension de la régie de recettes de la Bibliothèque Municipale,

**CONSIDERANT** que le RIFSEEP a été institué par délibération n°2022-042 du 13/05/2022 et que l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE) est exclusive de tout autre prime,

**VU** l'avis conforme du comptable public assignataire en date du 24 janvier 2023,

### **ARRÊTE**

**Article 1 :** L'arrêté n°2022P-073 du 18 février 2022 relatif à la nomination d'un régisseur titulaire et de mandataires suppléants de la régie « bibliothèque » est abrogé à la date du 31 janvier 2023.

**Article 2 :** A compter du 1<sup>er</sup> février 2023, Mme **Mathilde ARRAMI** est nommée **régisseur titulaire** de la régie de recettes BIBLIOTHEQUE avec pour mission d'appliquer exclusivement les dispositions prévues dans l'acte de création.

**Article 3 :** En cas d'absence pour maladie, congé ou tout autre empêchement exceptionnel, Mme **Mathilde ARRAMI** sera remplacée par **Mmes Marion RICHARDAUD et Mireille MALLINJOURD et M. Denis VIEZ, mandataires suppléants.**

**Article 4 :** L'indemnité de responsabilité des régisseurs de recettes et d'avances n'est pas cumulable avec le régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP). La part de l'IFSE attribuée à Mme **Mathilde ARRAMI** valorise au travers de la cotation du poste occupé, la sujétion particulière liée aux fonctions de régisseur.

**Article 5 :** Mmes Marion RICHARDAUD et Mireille MALLINJOURD et M. Denis VIEZ, mandataires suppléants, ne percevront pas d'indemnité de responsabilité.

**Article 6 :** Le régisseur titulaire et les mandataires suppléantes sont conformément à la réglementation en vigueur, personnellement et pécuniairement responsables de la conservation des fonds, des valeurs et des pièces comptables qu'ils ont reçues, ainsi que de l'exactitude des décomptes de liquidation qu'ils ont éventuellement effectués.

**Article 7 :** Le régisseur titulaire et les mandataires suppléantes ne doivent pas percevoir de sommes pour des produits autres que ceux énumérés dans l'acte constitutif de la régie, sous peine d'être constitué comptable de fait et de s'exposer aux poursuites disciplinaires et aux poursuites pénales prévues par l'article 432-10 du nouveau code pénal.

**Article 8 :** Le régisseur titulaire et les mandataires suppléantes sont tenus de présenter leurs registres comptables, leurs fonds et leurs formules de valeurs inactives aux agents de contrôle qualifiés.

**Article 9 :** Le régisseur titulaire et les mandataires suppléantes sont tenus d'appliquer chacun en ce qui le concerne, les dispositions de l'instruction interministérielle n°06-031-A-B-M du 21/04/2006 relative à l'organisation, au fonctionnement et au contrôle des régies des collectivités territoriales et de leurs établissements publics

**Article 10 :** Tout recours contre la présent décision doit être formé auprès du Tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

**Article 11 :** Le maire et le Directeur Général des Services sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au registre des actes administratifs et notifié aux intéressées.

Grésy-sur-Aix, le 1<sup>er</sup> février 2023

Le Maire,  
Florian MAITRE



Signatures du régisseur titulaire et des mandataires suppléantes précédées de la mention manuscrite « vu pour acceptation »

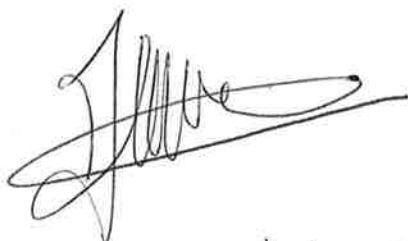
**Mathilde ARRAMI**  
Régisseur titulaire



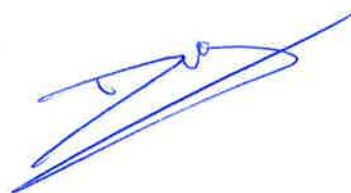
**Marion RICHARDAUD**  
Mandataire suppléante



**Mireille MALLINJOURD**  
Mandataire suppléante



**Denis VIEZ**  
Mandataire suppléant



Affiché/publié le : 01/02/2023  
Certifié exécutoire le : 01/02/2023 ,

En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal Administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de à la plus tardive des dates suivantes : publication/notification, réception par le représentant de l'Etat. Le Tribunal Administratif de Grenoble pourra être saisi via le dépôt d'une requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)  
Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai